

La stabilité politique, une condition nécessaire mais pas suffisante pour attirer les firmes multinationales en Roumanie

Laura Brancu

La stabilité politique est un élément important pris en considération par les investisseurs qui veulent s'implanter à l'étranger, surtout lorsqu'ils envisagent s'installer dans un pays en développement ou en transition. Bien qu'une majorité d'études concluent à une corrélation négative entre le risque politique et les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants, la relation entre la stabilité politique et les IDE n'est pas clairement établie. Certaines analyses aboutissent soit à l'absence de relation, soit à un changement de sens de la corrélation selon les périodes. Dans ce papier nous allons se concentrer sur le cas précis de la Roumanie, en présentant les résultats d'une enquête que nous avons effectuée sur 62 firmes françaises installées en Roumanie. Nous allons ainsi voir dans quelle mesure la stabilité politique a été importante dans le choix de la Roumanie comme pays d'implantation pour les firmes faisant partie de notre échantillon.

Mots clé : *firme multinationale, investissement direct étranger, stabilité politique, Roumanie, enquête*

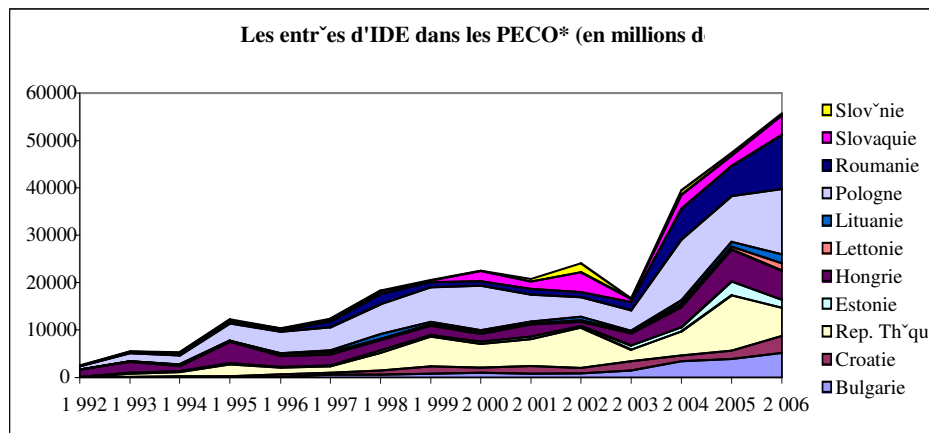
Classification JEL : *C31, C33, F21, F23.*

Introduction

Après la chute du mur de Berlin, l'attractivité des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) pour les firmes multinationales (FMN) a connu une croissance continue. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrés dans les PECO ont augmenté de façon spectaculaire, en apportant aux économies réceptrices des capitaux, des biens immobiliers, des technologies et des connaissances. La libéralisation des entrées IDE par les gouvernements des PECO s'inscrit dans le sens des changements vers l'économie de marché et vers leur insertion au sein de l'économie mondiale.

Pourtant, malgré la croissance rapide des flux d'IDE reçu par les PECO, qui ont passé de 2,5 milliards dollars en début de la transition à plus de 55,7 milliards dollars en 2006 (CNUCED, 2007), les statistiques indiquent clairement une distribution inégale de ces flux parmi les pays de la région (Figure 1).

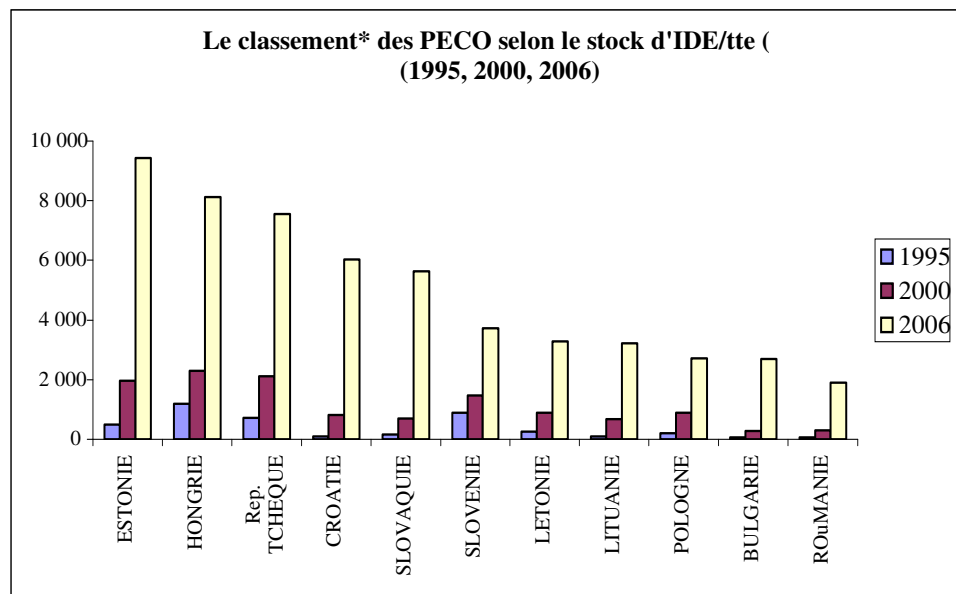
Figure 1.



Source : nos calculs à partir des données statistiques de la CNUCED (UNCTAD, *WTR*, divers numéros).

L'observation des indicateurs plus complexes, qui tiennent compte de la taille du pays récepteur témoigne en effet du fait qu'à côté des pays comme la Hongrie, la Tchéquie ou les pays baltes qui ont su attirer des masses importantes d'IDE, figurent d'autres pays comme la Roumanie ou la Bulgarie, marquées par des performances relativement faibles (Cf Figure 2).

Figure 2.



Source : nos calculs, à partir des données de la CNUCED, (WIR, 1995-2007).

Dans ce papier nous allons nous concentrer sur le cas de la Roumanie. Parce que les performances de la Roumanie en ce qui concerne son attractivité pour les FMN sont plus faibles que celles des autres PECO, notre but est de mieux comprendre les motivations des FMN dans leur choix d'implantation. Le point de départ de notre analyse est le rapport de Freedom House, *Nations in Transit*, selon lequel la Roumanie est le pays de la région qui a enregistré les retards les plus importants en ce qui concerne les réformes structurelles et qui a connu la transition politique la plus difficile. Effectivement, si on regarde les scores des PECO

concernant l'évaluation des processus électoraux, on observe qu'appart la Croatie, la Roumanie enregistre le score le plus faible parmi les PECO (il s'agit d'un score de 2,75 tandis que la moyenne des PECO est de 1,925¹).

En prenant comme point de départ ce classement, nous allons s'interroger, dans ce papier, si les faibles entrées d'IDE en Roumanie ne peuvent pas être liées à la perception des investisseurs concernant les avancements dans la réforme. Parce que les progrès sur la voie de la transition peuvent être analysés en tenant compte de plusieurs variables, nous avons choisi de se concentrer maintenant sur la stabilité politique comme facteur d'attractivité pour les IDE en Roumanie. En utilisant les résultats de notre enquête réalisée auprès de 62 firmes françaises installées en Roumanie, notre but est de comprendre les motivations des FM dans leur choix d'implantation.

Le papier sera organisé selon le plan suivant : après une brève revue de la littérature sur le rôle de la stabilité politique comme facteur d'attractivité pour les FMN (1), nous allons présenter notre enquête (2). Les résultats de l'enquête (3) et les conclusions vont cloître le papier.

1. Breve Revue De La Litterature Sur Le Role De La Stabilité Politique Comme Facteur D'attractivité Pour Les Fmn

Il est largement reconnu le fait que l'environnement politique, institutionnel et social agit tant sur les performances économiques d'un pays dans le temps que sur les choix des investisseurs étrangers. Un système législatif efficient, impartial, transparent et stable, qui protège et respecte la propriété privée et les droits des individus ; des institutions publiques stables, crédibles et honnêtes ; des politiques gouvernementales favorables à l'économie de marché sont des conditions qui encouragent les entrées d'IDE. Ces facteurs jouent un rôle très important dans la

¹ Selon la méthodologie du Freedom House, les scores vont sur une échelle de 1 à 7, 1 étant le meilleur score.

décision d'implantation, parce qu'ils déterminent la qualité de l'environnement des entreprises. Quelles que soient leurs raisons principales d'investir à l'étranger, les investisseurs considèrent en effet la stabilité macroéconomique et sociopolitique du pays hôte comme une condition nécessaire préalable pour toute implantation. Il est permis de penser que la stabilité qui réduit l'incertitude sur l'évolution de l'économie du pays hôte est un déterminant primordial pour les investissements en général et *a fortiori* pour les investisseurs étrangers, dont la stratégie s'inscrit dans une perspective de long terme, contrairement aux mouvements des capitaux spéculatifs à court terme. La stabilité apparaît donc comme un élément réducteur d'incertitude. Dans la littérature, cette stabilité est appréciée à travers plusieurs variables, comme la stabilité politique, l'État de droit, la démocratie ou le risque pays. Nous allons nous concentrer, dans ce papier, sur la stabilité politique.

La stabilité politique est un élément important pris en considération par les investisseurs qui veulent s'implanter à l'étranger, surtout lorsqu'ils envisagent de s'installer dans un pays en développement ou en transition. Aussi, l'instabilité politique comme variable explicative est-elle souvent intégrée dans les analyses concernant les PVD que dans celles qui traitent le cas des pays développés.

Bien qu'une majorité d'études concluent à une corrélation négative entre le risque politique et les flux d'IDE entrants (Sun et al, 2002 ; Bandlej, 2002 ; Pan, 2003 ; Zhao, 2003 ; Habib et Zurawicki, 2001 ; Globerman et Shapiro, 2002 ; Shingh et Jun, 1995), la relation entre la stabilité politique et les IDE n'est pas clairement établie. Certaines analyses aboutissent soit à l'absence de relation (Akinkugbe, 2003 ; Asiedu, 2002 ; Chakrabarti 2001 ; Lemi, 2003), soit à un changement de sens de la corrélation selon les périodes (Loree et Guisinger, 1995). (Cf. tableau 1).

Tableau 1.

Les résultats des études relatifs à l'impact du risque politique sur les entrées d'IDE

Variable	Nombre d'études	Corrélation		
		Oui		Non
		positive	Négative	
Le risque politique	6 sur les PVD (*dont 1 sur les PECO)	- -	5 (1)	2 -
Le risque pays**	6 sur les PVD (*dont 4 sur les PECO)	1 -	5 (4)	- -

** parce que, souvent, les seules informations quantitatives disponibles pour mesurer la stabilité politique sont celles qui sont incluses dans la mesure du risque-pays, nous avons ajouté, dans le tableau 1, les résultats des travaux pour la variable « risque-pays ».

Source : notre recherche bibliographique

La divergence entre les résultats tient à la diversité des sources et à celle des variables utilisées pour mesurer l'instabilité politique. Si l'on se réfère à Alesina et Perotti (1994) pour cerner la notion de stabilité politique, les auteurs avancent deux façons de la définir et de l'apprécier :

- par rapport aux événements politiques et sociales, comme les émeutes, les manifestations politiques contre les gouvernements, les assassinats politiques ;

- par rapport aux renouvellements des dirigeants politiques, comme les chutes de gouvernements ou la fréquence de changements de gouvernements.

La première approche, si elle apparaît plus complète, elle s'avère en revanche difficile à mettre en œuvre pour mesurer la stabilité politique. C'est pourquoi, la plupart des auteurs utilisent soit des indicateurs qui tiennent compte partiellement de la définition, soit des indices composites qui n'échappent pas à des critiques. Asiedu (2002) utilise le nombre moyen d'assassinats et de révolutions, Chakrabarti (2001) l'Indice BERI de stabilité politique et Bandelj (2002) l'indice publié par Ernst & Young. Tandis que Globerman et Shapiro (2002) prennent en compte l'indice composite développé par Kaufmann qui se réfère aux conflits armés, aux mouvements sociaux, aux tensions ethniques et aux menaces terroristes. Enfin, dans certains cas, c'est par l'intermédiaire d'une variable muette que la stabilité politique est intégrée dans le modèle, lorsqu'il s'agit d'événements isolés comme les incidents, les attaques ou les assassinats politiques (par exemple Pan, 2003, qui a retenu l'incident de la Place Tiananmen).

Les auteurs dénoncent souvent le manque de données disponibles, surtout pour les pays en transition, fait qui justifie l'utilisation d'indices publiés par les organismes internationaux et les cabinets de conseil. Dans la plupart des cas, les seules informations quantitatives disponibles pour mesurer la stabilité politique sont celles qui sont incluses dans la mesure du risque-pays (raison pour laquelle nous avons intégré dans le tableau 1 les résultats des travaux sur le rôle joué par le risque-pays comme variable agissant sur les entrées d'IDE). Mais lorsqu'on observe la construction des indices de ce type, on s'aperçoit que le risque politique contient aussi des variables sur la démocratie, l'Etat de droit, la corruption, la bureaucratie. Il s'agit des variables qui sont en liaison avec les entrées d'IDE, mais qui ne permettent pas d'isoler l'influence exclusive de la stabilité politique.

En dehors des problèmes posés par le manque de données disponibles, les auteurs des travaux empiriques soulignent fréquemment les difficultés posées par la mesure de la stabilité politique. Par exemple, lorsque Bennet et Green (1972) s'interrogent si l'instabilité politique nuit aux entrées d'IDE américains, ils envisagent une relation plus forte pour les IDE dans les PVD, dans la mesure où pour ce groupe de pays, la taille et le potentiel du marché ne sont pas aussi importants que dans le cas de pays développés. La mesure utilisée repose sur un classement publié en 1966¹ et qui identifie 30 types d'événements politiquement déstabilisants classés en six catégories :

- les élections prévues (le moins déstabilisateur) ;
- le changement de gouvernement ;
- interdiction de formation politique;
- l'exécution d'une figure politique importante ;
- le coup d'Etat ;
- la guerre civile (le plus déstabilisateur).

La corrélation négative entre l'instabilité politique et les flux d'IDE prédite par le modèle n'est pas vérifiée. Bien que les auteurs attribuent ce résultat au fait que l'indice utilisé est un indice élaboré par des politologues, qui ne prend pas en compte les motivations de nature économique, on s'aperçoit des difficultés dans l'évaluation de l'instabilité politique.

L'interprétation des résultats est d'autant plus délicate que le sens de la causalité entre la stabilité politique et les flux d'IDE n'est pas univoque. En effet, la stabilité politique peut être influencée par les déséquilibres économiques, beaucoup plus fréquentes dans le groupe de pays en développement. La liaison entre la manifestation d'une crise

¹ Feierabend et Feierabend (1966), *Aggressive Behavior in Politics, 1948-1962: A Cross-national Study*, cité par Bennet et Green (1972).

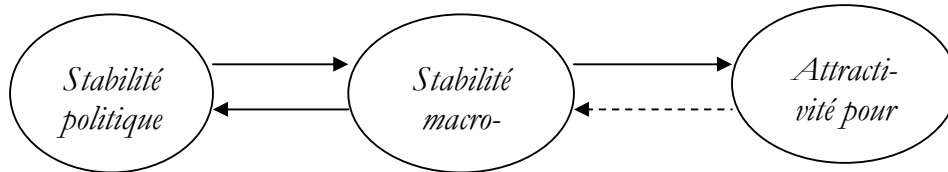
économique et la stabilité politique apparaît par l'intermédiaire des événements suivants (Pei et Adesnik, 2000):

- en provoquant un changement immédiat de régime : l'effondrement du système politique et institutionnel quelle que soit sa nature (démocratie, régime militaire ou autocratie) ;
- en déterminant le changement de régime par la dégradation progressive de la confiance de l'opinion publique envers les dirigeants et les règles constitutionnelles ;
- en entraînant un renversement des partis ou des dirigeants au pouvoir sans modifier les institutions.

Pei et Adesnik (2000) démontrent que les crises économiques qui ont eu lieu dans les dernières décennies en Amérique Latine et en Asie ont entraîné des changements de leurs régimes politiques. Par conséquent, l'attractivité des marchés des pays en développement et en transition peut être affectée par la grande incertitude qui les menace en termes de risque politique, même si la relation est devenue moins forte après 1980.

Il n'en demeure pas moins que le sens de la causalité entre la stabilité politique et l'attractivité des IDE continue d'être débattu. S'agirait-il d'une séquence partant de la stabilité politique comme déterminant des IDE, via la stabilité économique ? Ou à l'inverse, c'est la stabilité économique qui déterminerait la stabilité politique ? La figure ci-dessous décrit les causalités possibles entre la stabilité politique, la stabilité macroéconomique et les flux d'IDE.

Figure 3 . Les séquences possibles entre la stabilité politique et l'attractivité pour les IDE



Une première séquence peut être envisagée de la manière suivante ; la stabilité politique qui permet d'échapper aux politiques économiques inflationnistes, en favorisant la stabilité macroéconomique accroît l'attractivité du pays en question pour les IDE. Mais il est également possible de concevoir la séquence dans le sens inverse : les entrées de capitaux, en réduisant la contrainte extérieure nourrit la croissance dans un environnement macroéconomique stable, laquelle à son tour, en augmentant la popularité du gouvernement ou du régime en place, renforce la stabilité politique. Les entrées de capitaux pouvant être liées dans ce cas à d'autres facteurs, comme la perspective de l'adhésion à l'UE qui constitue un ancrage solide aux yeux des investisseurs. Dans ce sens, un cercle vertueux est envisageable, mais le point de départ reste ambigu. Il est même possible d'envisager de façon conjoncturelle, une séquence stabilité politique, instabilité macroéconomique et attractivité accrue pour les IDE, comme nous avons pu l'observer dans le cas de la crise asiatique. L'instabilité politique s'avère donc un phénomène complexe à cerner et les diverses variables utilisées pour la mesurer arrivent à illustrer seulement certains aspects qui la caractérisent, sans pouvoir la décrire dans son intégralité.

2. Les Caractéristiques De L'enquête

La méthode d'enquête que nous avons choisi d'utiliser dans le cas des firmes françaises installées en Roumanie, pourrait nous apporter plus d'informations sur le rôle des variables institutionnelles comme déterminants pour les IDE. Au lieu d'utiliser des indices ou des variables muettes pour estimer l'impact de la stabilité politique, nous avons directement posé la question aux investisseurs. L'enquête nous a ainsi aidé à isoler avec plus de précision les motivations des investisseurs français en Roumanie ; la réponse est fournie directement par l'investisseur, étant de ce fait nette et claire, exprimant effectivement sa position vis-à-vis de chaque variable.

L'enquête que nous avons menée entre 2004 et 2005 auprès de 62 entreprises françaises en Roumanie sur les 126 que nous avons pu identifier¹ et parmi lesquelles figurent des grandes firmes comme Renault, Alcatel, Lafarge, Danone ou Carrefour², nous a permis de cerner plus en détail le profil des investisseurs français en Roumanie, leurs motivations.

3. Les Resultats De L'enquete

¹ L'identification de la population-cible pour envoyer notre questionnaire s'est avérée une tâche difficile, puisqu'il nous a été impossible de trouver la liste intégrale des entreprises françaises installées en Roumanie. Nos différentes tentatives auprès de différentes institutions et organismes des deux pays sont restées infructueuses. Les ambassades, les Banques centrales, les Chambres de commerce des deux pays, la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du Ministère français de l'Economie et des Finances, la Direction du Développement International de la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie Nord-Pas de Calais (Norcomex) ont été contactées. Pour plus d'informations sur la construction de l'échantillon, vous pouvez consulter Brancu (2008).

² Plus de détails sur l'enquête apparaissent en Brancu (2008).

Pour mieux comprendre les caractéristiques du cadre institutionnel roumain, ainsi que son rôle dans les entrées d'IDE, nous avons introduit dans notre enquête une série de questions qui renvoient à cette problématique. Ainsi, plusieurs variables ont été incluses dans le questionnaire, pour évaluer la stabilité institutionnelle. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2.

Les résultats de l'enquête sur l'importance de la stabilité institutionnelle comme facteur attractif (en %)

	Pas important (1)	Peu important (2)	Importance moyenne (3)	Important (4)	Très important (5)	Pas ou peu important (1+2)	Important (3+4+5)
La stabilité politique et sociale	17,7	6,5	29	41,9	4,8	24,2	75,7
L'évaluation du risque-pays	17,7	21	24,2	33,9	3,2	38,7	61,3

Source : notre enquête.

On observe dans le tableau 2 que les investisseurs français de notre échantillon privilégient la stabilité politique et sociale, qui se trouve en première position parmi les conditions générales nécessaires (75,7%), suivie par le risque pays, considéré comme un facteur d'attractivité par 61,3% de firmes. Le résultat obtenu pour la stabilité politique et sociale confirme que les investisseurs français en Roumanie privilégient la

stabilité comme facteur réducteur d'incertitude. Les réponses données pour apprécier la stabilité politique et sociale peuvent être liées aux ceux données pour la stabilité macro-économique (66,1%). Obtenir des pourcentages assez proches pour ces deux variables est compréhensible, car comme nous l'avons déjà montré, la relation entre la stabilité politique et la stabilité macro-économique est ambivalente et complexe, les deux facteurs en agissant sur les flux d'IDE.

En même temps nous pouvons remarquer que la stabilité politique est, pour les investisseurs français de notre échantillon, une variable importante dans leur décision d'implantation (le pourcentage le plus élevé est obtenu dans la colonne (4)), mais pas très importante (colonne (5)).

Conclusions

Il est largement reconnu le fait que l'environnement politique, institutionnel et social agit tant sur les performances économiques d'un pays dans le temps que sur les choix des investisseurs étrangers. Dans ce papier nous avons étudié le rôle joué par la stabilité politique dans le choix d'implantation à l'étranger. La méthode utilisée a été l'enquête, effectuée auprès des 62 firmes françaises installées en Roumanie.

Malgré la position défavorable de la Roumanie selon le rapport de Freedom House, nous avons trouvé que la stabilité politique agit plutôt comme un facteur attractif et pas répulsif pour les investisseurs français de notre échantillon.

Ce résultat indique qu'il s'agit plutôt d'une condition nécessaire mais pas suffisante pour attirer les FMN. Ainsi, la faiblesse des flux d'IDE vers la Roumanie, par rapport aux autres PECO, peut s'expliquer plutôt par l'action des autres facteurs, qui eux, sont perçus comme répulsifs par les investisseurs étrangers. Ce résultats nous ouvre la voie pour d'autres recherches, dans le but de déceler mieux ces facteurs.

Bibliographie

Akinkugbe, O. (2003), "Flow of Foreign Direct Investment to Hitherto Neglected Developing Countries", *World Institute for Development Economics Research*, Discussion Paper No. 2, United Nations University, p. 28.

Alesina, A., Perotti, R. (1994), "The Political Economy of Growth: A critical Survey of the Recent Literature", *The World Bank Economic Review*, Vol. 8, No. 3, pp. 351-371.

Asiedu, E. (2002) "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?", *World Development*, Vol. 30, No. 1, pp. 107-119.

Bandelj, N. (2002) "Embedded Economies: Social Relations as Determinants of Foreign Direct Investment in Central and Eastern Europe", *Social Forces*, 81: 2 .

Bennett, P.D., Green, R. T. (1972), "Political Instability as a Determinant of Direct Foreign Investment in Marketing", *Journal of Marketing Research*, May, pp. 182-186.

Brancu, L. (2008), *Stratégies des firmes multinationales. Eléments de management comparé. Le cas des firmes françaises en Roumanie*. Mirton, Timișoara.

Chakrabarti, A. (2001) "The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country regressions", *KYKLOS*, Vol. 54, Fasc. 1, pp. 89-113.

Freedom House (2006), *Nations in Transit: Democratization to Central Europe to Eurasia*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc.

Globerman S., Shapiro, D. (2002), "Global Foreign Direct Investment Flows: The Role of Governance Infrastructure", *World Development*, Vol. 30, No. 11, pp. 19-39.

Habib, M., Zurawicki, L. (2001), "Country-Level Investments and the Effect of Corruption – Some Empirical Evidence", *International Business Review*, No. 10, pp. 687-700.

Lemi, A. (2002), "Foreign Direct Investment in Developing Countries: Uncertainty, Trade and Welfare", Mimeo.

Loree D. W., Guisinger, S. E. (1995), "Policy and Non-Policy Determinants of U.S. Equity Foreign Direct Investment", *Journal of International Business Studies*, 26, 2, pp. 281-299.

Pan, Y. (2003), "The Inflow of Foreign Direct Investment to China: the Impact of Country-Specific Factors", *Journal of Business Research*, No. 56, pp. 1-5.

Pei, M., Adesnik, A. D. (2000), "Crises économiques et changement politique: une relation à reconsidérer", *Problèmes économiques*, No. 2664, mai.

Singh H., K.W. Jun (1995), "Some New Evidence on Determinants of Foreign Direct Investment", *Policy Research Working Paper*, No. 1531, The World Bank, International Economics Department, International Finance Division, p. 42.

Sun, Q. W. Tong, Q. Yu (2002), "Determinants of Foreign Direct Investment Across China", *Journal of International Money and Finance*, No. 21, pp. 79-113.

UNCTAD (1999), *World Investment Report 1999: Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*, United Nations.

UNCTAD (2007), *World Investment Report 2007: Transnational Corporations, Extractive Industries and Development*, United Nations.

Zhao (2003), "Country Factor Differentials as Determinants of FDI Flow to China", *Thunderbird International Business Review*, Vol. 45, March-April.

Laura BRANCU, Dr., Faculté de Sciences Economiques, Université de Ovest de Timișoara.

